

Le jugement est exécutoire par provision nonobstant tout recours.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 1<sup>er</sup> juin 2005.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre et Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur,  
P. DEWAELE

Le Ministre des Affaires étrangères,  
K. DE GUCHT

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur  
et de la Politique scientifique,  
A. VERWILGHEN

Scellé du sceau de l'Etat :  
La Ministre de la Justice,  
Mme L. ONKELINX

—  
Note

(1) *Session ordinaire 2004-2005*

Chambre des représentants :

*Documents parlementaires*. — Projet de loi n° 51-1487/1. — Amendement, n° 51-1487/2. — Rapport de la Commission, n° 51-1487/3. — Texte adopté par la Commission, n° 51-1487/4.

Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 51-1487/5.

*Annales parlementaires*. — Discussion et adoption. Séance du 17 mars 2005.

Sénat :

*Documents parlementaires*. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 3-1101/1. — Projet non évoqué par le Sénat.

De uitspraak is bij voorraad uitvoerbaar ondanks elk rechtsmiddel.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 1 juni 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnelandse Zaken,  
P. DEWAELE

De Minister van Buitenlandse Zaken,  
K. DE GUCHT

De Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel  
en Wetenschapsbeleid,  
A. VERWILGHEN

Met 's Lands zegel gezegeld :  
De Minister van Justitie,  
Mevr. L. ONKELINX

—  
Nota

(1) *Gewone zitting 2004-2005*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

*Parlementaire stukken*. — Wetsontwerp, nr. 51-1487/1. — Amendement, nr. 51-1487/2. — Verslag van de Commissie, nr. 51-1487/3. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 51-1487/4.

Tekst aangenomen in de plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 51-1487/5.

*Parlementaire Handelingen*. — Besprekingen aanneming. Vergadering van 17 maart 2005.

Senaat :

*Parlementaire stukken*. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 3-1101/1. — Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat.

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL CHANCELLERIE DU PREMIER MINISTRE

F. 2005 — 2006

[C — 2005/21097]

**20 JUILLET 2005.** — Arrêté royal modifiant trois arrêtés royaux pris en exécution de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services

#### RAPPORT AU ROI

Sire,

L'accord de gouvernement stipule que « dans le cadre de l'ouverture de marchés publics ou dans le cadre d'autres procédures administratives, les autorités ne pourront plus - à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2004 - réclamer d'attestations ou de certificats qui sont déjà disponibles par voie électronique. »

Le présent projet d'arrêté royal convertit cette disposition de l'accord de gouvernement en un cadre juridique. De la sorte, le pouvoir adjudicateur qui a accès gratuitement par des moyens électroniques aux informations utiles pour examiner la situation personnelle et la capacité des candidats ou des soumissionnaires ne pourra plus réclamer, dans le cadre de la passation de ses marchés, les documents complémentaires (attestations, certificats,...) exigés par la réglementation des marchés publics. Il doit en outre entreprendre les démarches pour obtenir l'accès à ces données.

En effet, les pouvoirs adjudicateurs sont tenus, dans le cadre des procédures de passation des marchés publics, de demander aux candidats et aux soumissionnaires la production d'une série de certificats et documents. Ceux-ci doivent lui permettre de vérifier la situation personnelle des entrepreneurs, des fournisseurs et des

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST KANSELARIJ VAN DE EERSTE MINISTER

N. 2005 — 2006

[C — 2005/21097]

**20 JULI 2005.** — Koninklijk besluit tot wijziging van drie koninklijke besluiten genomen ter uitvoering van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten

#### VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het regeerakkoord bepaalt dat «bij het uitschrijven van overheidsopdrachten of in het kader van andere administratieve procedures zal de overheid vanaf 1 juli 2004 geen attesten of getuigschriften meer mogen opvragen die al elektronisch beschikbaar zijn.»

Dit ontwerp van koninklijk besluit zet deze bepaling uit het regeerakkoord om in een juridisch kader. Aldus zal de aanbestedende overheid die via elektronische middelen kosteloos toegang heeft tot informatie die dienstig is om de persoonlijke situatie en de bekwaamheid van de betrokken kandidaten of inschrijvers na te gaan, in het kader van de gunning van zijn opdrachten, de aanvullende documenten (attesten, getuigschriften,...) vereist door de reglementering van de overheidsopdrachten niet meer mogen opvragen. Zij is ertoe gehouden de nodige stappen te ondernemen teneinde toegang te krijgen tot deze gegevens.

In het kader van de gunningsprocedures van overheidsopdrachten, zijn de aanbestedende overheden er immers toe gehouden een aantal getuigschriften en documenten op te vragen bij de kandidaten en inschrijvers op basis waarvan ze de persoonlijke toestand van de aannemers, leveranciers en dienstverleners, alsook hun economische,

prestataires de services ainsi que leur capacité économique, financière et technique et leur inscription à un registre professionnel (articles 16 sv., 43 sv. et 68 sv. de l'arrêté royal du 8 janvier 1996, articles 16 sv., 38 sv. et 59 sv. de l'arrêté royal du 10 janvier 1996).

Etant donné que l'infrastructure informatique des pouvoirs publics évolue vers un réseau d'échange électronique de données et que l'échange des messages structurés entre des systèmes informatiques hétérogènes progresse sans cesse, les possibilités de consultation électronique de données par les pouvoirs adjudicateurs augmentent de plus en plus. Il en résultera une diminution progressive des charges administratives pour les candidats et les soumissionnaires.

Le présent projet d'arrêté royal ratifie formellement les modalités visées à la circulaire du 25 mai 2004 (Marchés publics - Attestations réclamées lors de la sélection qualitative. Simplification administrative), que les pouvoirs adjudicateurs fédéraux doivent appliquer dans le cadre des marchés publics publiés depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2004 et pour lesquels, à défaut de publication d'un avis, l'invitation à présenter une candidature ou à remettre une offre est lancée après cette date.

Dans un premier temps, les pouvoirs adjudicateurs fédéraux, communautaires et régionaux pourront vérifier la situation personnelle des candidats ou des soumissionnaires par une consultation électronique des attestations de paiement de cotisations sociales de l'O.N.S.S., des comptes annuels et des attestations d'assujettissement à la T.V.A. Dans une deuxième phase, les provinces et les communes auront également accès à ces mêmes informations.

L'accès effectif des pouvoirs adjudicateurs aux fichiers administratifs nécessite qu'ils se conforment aux conditions de sécurité applicables.

Désormais les informations suivantes peuvent être consultées par des moyens électroniques :

1° l'attestation de l'O.N.S.S. :

L'attestation de l'O.N.S.S. relative à l'avant-dernier trimestre écoulé par rapport à la veille de la date limite de réception des candidatures ou des offres n'est donc plus réclamée aux candidats ou aux soumissionnaires, ce qui est déjà le cas pour les marchés et les offres n'atteignant pas 22.000 euros H.T.V.A. (articles 17bis, § 4, 43bis, § 4, et 69bis, § 4, de l'arrêté royal du 8 janvier 1996, articles 17bis, § 4, 39bis, § 4, et 60bis, § 4, de l'arrêté royal du 10 janvier 1996). Le pouvoir adjudicateur vérifie lui-même par consultation en ligne en interrogeant le fichier de l'O.N.S.S., si les candidats ou soumissionnaires sont en règle au regard des dispositions précitées.

S'il est dans l'incapacité de procéder à la consultation électronique, il s'adresse au service de l'O.N.S.S. qui lui envoie une attestation papier équivalente. Il importe en effet de garantir aux candidats et aux soumissionnaires l'effet de simplification administrative escompté.

Le pouvoir adjudicateur mentionne dans l'avis de marché ou, lorsqu'un avis ne doit pas être publié, dans le cahier spécial des charges, s'il dispose d'un accès par des moyens électroniques lui permettant d'effectuer la vérification précitée;

2° les comptes annuels :

Les comptes annuels des trois dernières années peuvent être obtenus auprès de la Banque nationale de Belgique par consultation électronique de la Centrale des bilans. Cette consultation permet également de vérifier, pour les entreprises qui sont soumises à la publication du schéma comptable complet, le chiffre d'affaires global des entreprises candidates ou soumissionnaires.

Le pouvoir adjudicateur mentionne dans l'avis de marché ou, lorsqu'un avis ne doit pas être publié, dans le cahier spécial des charges, s'il dispose d'un accès par des moyens électroniques lui permettant d'effectuer la vérification précitée;

3° le chiffre d'affaires global au cours des trois derniers exercices :

Cette information peut être demandée dans le cadre de la sélection qualitative. Cependant, la lecture des comptes annuels déposés à la Centrale des bilans de la Banque nationale de Belgique permet également dans les cas cités au 2° ci-dessus de vérifier le chiffre d'affaires global du candidat ou du soumissionnaire;

4° l'assujettissement à la T.V.A. :

Cette information n'est habituellement pas réclamée dans le cadre de la sélection qualitative. Elle peut cependant s'avérer utile car elle permet de vérifier que le candidat ou le soumissionnaire n'a pas été radié de la T.V.A., tout au moins en Belgique.

Le pouvoir adjudicateur procède à la vérification par consultation électronique du fichier de la T.V.A.

financière et technique draagkracht kunnen controleren en nagaan of ze zijn ingeschreven in een beroepsregister (artikels 16 ev., 43 ev. en 68 ev. van het koninklijk besluit van 8 januari 1996, artikels 16 ev., 38 ev. en 59 ev. van het koninklijk besluit van 10 januari 1996).

De informatica-infrastructuur van de overheid evolueert naar een netwerk voor elektronisch gegevensverkeer waar steeds meer gestructureerde berichten tussen heterogene informaticasystemen kunnen uitgewisseld worden. Het aantal mogelijkheden voor de aanbestedende overheden om op een elektronische wijze gegevens te raadplegen, neemt daardoor toe. Dit zal resulteren in een geleidelijke vermindering van administratieve lasten voor de kandidaten en de inschrijvers.

Dit ontwerp van koninklijk besluit bekrachtigt formeel de modaliteiten vermeld in de omzendbrief van 25 mei 2004 (Overheidsopdrachten - Attesten opgevraagd in het kader van de kwalitatieve selectie. Administratieve vereenvoudiging), welke door de federale aanbestedende overheden moeten worden toegepast in het kader van overheidsopdrachten die vanaf 1 juli 2004 werden bekendgemaakt en waarvoor, bij ontstentenis van een gepubliceerde aankondiging, de uitnodiging om een kandidatuur of offerte in te dienen na deze datum plaatsvond.

In een eerste fase zullen de federale aanbestedende overheden en deze van de Gemeenschappen en de Gewesten, de persoonlijke situatie van de kandidaten of inschrijvers op elektronische wijze kunnen nagaan op basis van de RSZ-attesten inzake de betaling van sociale bijdragen, de jaarrekeningen en de attesten van inschrijving als BTW-plichtige. In een tweede fase, zullen de provincies en gemeenten eveneens toegang hebben tot dezelfde informatie.

Voor de effectieve toegang van de aanbestedende overheden tot de administratieve bestanden is vereist dat zij zich schikken naar de toepasselijke veiligheidsvoorwaarden.

Voortaan kunnen de volgende gegevens via elektronische middelen worden geraadpleegd :

1° het RSZ-attest :

Het RSZ-attest betreffende het voorlaatste kwartaal dat voorafgaat aan de uiterste ontvangstdatum voor de kandidaturen of offertes wordt dus niet meer opgevraagd bij de kandidaten of inschrijvers. Dit is reeds het geval voor de opdrachten en offertes waarvan de waarde lager is dan 22.000 euro exclusief BTW (artikels 17bis, § 4, 43bis, § 4, en 69bis, § 4, van het koninklijk besluit van 8 januari 1996, artikels 17bis, § 4, 39bis, § 4, en 60bis, § 4, van het koninklijk besluit van 10 januari 1996). De aanbestedende overheid gaat zelf na of de kandidaten of inschrijvers hun verplichtingen als bedoeld in voormelde bepalingen hebben vervuld, door zelf het bestand van de RSZ on line te raadplegen of door het bestand van de RSZ op te vragen.

Als die overheid niet bij machte is om de elektronische raadpleging uit te voeren, moet deze zich wenden tot de RSZ-dienst die een gelijkwaardig papier attest zal toesturen. Het is immers belangrijk dat het verwachte effect van administratieve vereenvoudiging gegarandeerd wordt aan de kandidaten en inschrijvers.

De aanbestedende overheid vermeldt in de aankondiging van de opdracht of, wanneer de aankondiging niet moet worden gepubliceerd, in het bestek, of zij toegang heeft tot de elektronische middelen die haar toelaten de voormelde controle uit te voeren;

2° de jaarrekeningen :

De jaarrekeningen van de drie laatste jaren zijn opvraagbaar via elektronische raadpleging van de Balanscentrale van de Nationale Bank van België. Deze raadpleging laat eveneens toe de globale omzet van de kandidaat-ondernemingen of inschrijvers na te gaan voor de ondernemingen die zijn onderworpen aan de bekendmaking van het volledig boekhoudkundig schema.

De aanbestedende overheid vermeldt in de aankondiging van de opdracht of, wanneer de aankondiging niet moet worden gepubliceerd, in het bestek, of zij toegang heeft tot de elektronische middelen die haar toelaten de voormelde controle uit te voeren;

3° de globale omzet tijdens de drie laatste boekjaren :

Deze informatie kan worden opgevraagd in het kader van de kwalitatieve selectie. In de gevallen vermeld onder 2° kan de globale omzet van de kandidaat of inschrijver echter eveneens worden gecontroleerd via de jaarrekeningen die werden neergelegd bij de Balanscentrale van de Nationale Bank van België;

4° de inschrijving als BTW-plichtige :

Deze informatie wordt gewoonlijk niet opgevraagd in het kader van de kwalitatieve selectie. De opvraging ervan kan evenwel nuttig zijn teneinde na te gaan of de kandidaat of inschrijver, althans in België, niet in het BTW-register werd geschrapt.

De aanbestedende overheid verifieert dit via een elektronische consultatie van het BTW-bestand.

Ceci ne remplace pas la preuve que le candidat ou le soumissionnaire est en règle avec ses obligations relatives au paiement de la T.V.A. (articles 17, 6°, 43, 6°, et 69, 6°, de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 et articles 17, 6°, 39, 6° et 60, 6°, de l'arrêté royal du 10 janvier 1996). La vérification de paiement de la T.V.A. sera possible dans une phase ultérieure du processus de simplification.

Cette évolution de la gestion des données administratives requiert une série d'adaptations de la réglementation des marchés publics entre autre.

Ainsi, les articles 20, 46 et 72 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ainsi que les articles 17ter, 39 et 60ter de l'arrêté royal du 10 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications, sont complétés.

En particulier, les articles précités sont complétés par un paragraphe précisant que le pouvoir adjudicateur ayant accès aux informations par des moyens électroniques lui permettant de vérifier certaines données relatives à la situation personnelle et à la capacité des candidats ou des soumissionnaires en question, doit exempter ces derniers de présenter ces attestations ou documents.

En outre, lorsqu'un pouvoir adjudicateur est techniquement en mesure de consulter les données requises par la réglementation par des moyens électroniques, il doit entreprendre sans retard les démarches nécessaires afin d'avoir effectivement accès à ces données.

Les articles précités stipulent explicitement que le pouvoir adjudicateur doit mentionner les informations ou documents qu'il va réclamer par voie électronique dans l'avis de marché ou, le cas échéant, dans le cahier spécial des charges. De la sorte, on évite qu'un candidat ou soumissionnaire omette de procurer certaines informations parce qu'il part du principe que le pouvoir adjudicateur a accès à ces informations par des moyens électroniques.

Il est nécessaire pour la complétude du dossier présenté par le soumissionnaire ou le candidat que le pouvoir adjudicateur conserve dans les documents du marché concerné les résultats des examens effectués.

Les preuves des renseignements obtenus sur la situation de chaque candidat sont conservées sous forme électronique ou sur support papier à la fois auprès de l'administration qui les a fournis et auprès du pouvoir adjudicateur.

Les adaptations des articles 3, 6, 7, 9, 10, 12, 13, 15 et 17 à 21 sont des modifications formelles afin de tenir compte essentiellement de la cohérence nécessaire des textes à la suite des modifications apportées par la loi-programme du 9 juillet 2004, publiée au *Moniteur belge* du 15 juillet 2004.

Il a été tenu compte des remarques formulées dans son avis par le Conseil d'Etat.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,

Le Premier Ministre,  
G. VERHOFSTADT

Le Secrétaire d'Etat à la Simplification administrative,  
V. VAN QUICKENBORNE

Deze informatie vervangt niet het bewijs dat de kandidaat of inschrijver zijn verplichtingen heeft vervuld betreffende de betaling van de BTW (artikels 17, 6°, 43, 6°, en 69, 6°, van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 en artikels 17, 6°, 39, 6°, en 60, 6°, van het koninklijk besluit van 10 januari 1996). De controle van betaling van de BTW zal pas mogelijk zijn in een latere fase van het vereenvoudigingsproces.

Deze evolutie op het vlak van het beheer van administratieve gegevens vereist een reeks aanpassingen van de reglementering van onder andere de overheidsopdrachten.

Aldus worden de artikels 20, 46 en 72 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken alsmede de artikels 17ter, 39ter, en 60ter van het koninklijk besluit van 10 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en telecommunicatie, aangevuld.

Inzonderheid worden voormelde artikels aangevuld met een paragraaf waarin wordt bepaald dat de aanbestedende overheid die via elektronische middelen toegang heeft tot de informatie dewelke haar toelaat bepaalde gegevens betreffende de persoonlijke situatie en de bekwaamheid van de betrokken kandidaten of inschrijvers na te gaan, laatstgenoemden ervan moet vrijstellen die getuigschriften of documenten voor te leggen.

Wanneer een aanbestedende overheid bovendien in de technische mogelijkheid is gesteld om via elektronische middelen de gegevens, die vereist worden door de reglementering, te raadplegen, is zij ertoe gehouden onverwijld de nodige stappen te ondernemen teneinde daar effectief toegang toe te kunnen krijgen.

Teneinde problemen te voorkomen waarbij een kandidaat of inschrijver zou nalaten bepaalde informatie te verstrekken, omdat deze ervan uitgaat dat de aanbestedende overheid via elektronische middelen toegang heeft tot deze informatie, wordt in voormelde artikels uitdrukkelijk bepaald dat in de aankondiging van de opdracht of in voorkomend geval in het bestek de inlichtingen of documenten moeten worden vermeld welke de aanbestedende overheid via elektronische weg zal opvragen.

Tenslotte is het nodig voor de volledigheid van het door de inschrijver of kandidaat ingediende dossier, dat de aanbestedende overheid de resultaten van het uitgevoerde onderzoek bewaart in de documenten van de betrokken opdracht.

De verkregen bewijzen van inlichtingen omtrent de situatie van elke kandidaat worden bewaard op elektronische wijze of op papier en dit gebeurt bij de administratie die ze heeft bezorgd en bij de aanbestedende overheid.

De aanpassingen van de artikels 3, 6, 7, 9, 10, 12, 13, 15 en 17 tot 21 zijn wijzigingen naar de vorm die hoofdzakelijk worden aangebracht om rekening te houden met de nodige coherentie van de teksten ten gevolge van de wijzigingen aangebracht door de programmawet van 9 juli 2004, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 15 juli 2004.

Er werd rekening gehouden met de opmerkingen gegeven door de Raad van State in zijn advies.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,

De Eerste Minister,  
G. VERHOFSTADT

De Staatssecretaris voor Administratieve Vereenvoudiging,  
V. VAN QUICKENBORNE

## AVIS 38.562/1

## DE LA SECTION DE LEGISLATION DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 9 juin 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant trois arrêtés royaux pris en exécution de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services", a donné le 5 juillet 2005 l'avis suivant :

## PORTEE ET FONDEMENT JURIDIQUE DU PROJET

1. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis poursuit essentiellement deux objectifs.

En premier lieu, il est inséré dans certains arrêtés royaux un certain nombre de dispositions similaires prévoyant que le pouvoir adjudicateur qui a accès gratuitement par des moyens électroniques à des renseignements ou des documents lui permettant de vérifier certaines données relatives à la situation personnelle et à la capacité des candidats ou des soumissionnaires concernés, doit dispenser ces candidats et soumissionnaires de la communication des renseignements ou de la présentation des documents y relatifs (articles 1<sup>er</sup>, 2, 4, 5, 8, 11, 14 et 16 du projet).

Les autres articles du projet transposent partiellement la directive 2004/17/CE du Parlement européen et du Conseil du 31 mars 2004 portant coordination des procédures de passation des marchés dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des services postaux (1). La transposition de la directive précitée a déjà donné lieu précédemment à la modification de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services par la loi-programme du 9 juillet 2004.

2. Le texte en projet a un fondement juridique différent selon l'arrêté royal à modifier.

En ce qui concerne les modifications que le projet tend à apporter à l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, il trouve son fondement juridique dans l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 24 décembre 1993 qui charge le Roi de fixer l'organisation des modes de passation visés à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi, ainsi que les règles générales d'exécution des marchés publics.

En ce qui concerne les modifications que le projet vise à apporter à l'arrêté royal du 10 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications, il trouve son fondement juridique dans l'article 2, alinéa 2, de la même loi, qui charge le Roi de fixer l'organisation des modes de passation visés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi pour les secteurs dits spéciaux.

En ce qui concerne les modifications que le projet tend à apporter à l'arrêté royal du 18 juin 1996 relatif à la mise en concurrence dans le cadre de la Communauté européenne de certains marchés de travaux, de fournitures et de services, dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications, il trouve son fondement juridique dans l'article 59, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, qui prévoit que les marchés sont passés au choix de l'entité adjudicatrice, par procédure ouverte, par procédure restreinte ou par une procédure négociée en respectant les règles de mise en concurrence établies par le Roi.

## EXAMEN DU TEXTE

## Observations préalables

1. Le projet vise à modifier trois arrêtés royaux. La réglementation gagnerait en clarté si les dispositions modificatives d'un même arrêté royal étaient chaque fois rassemblées dans un chapitre distinct, auquel pourrait être adjoint un chapitre comportant certaines "dispositions finales", à savoir les articles 22 et 23 du projet.

2. En légistique, une disposition modificative est en principe constituée d'une phrase liminaire et de la nouvelle disposition - clairement distincte de la précédente sur le plan typographique. Plusieurs articles du projet (voir par exemple les articles 1<sup>er</sup> et 8) seraient plus lisibles si cette règle de légistique était dûment respectée.

## ADVIES 38.562/1

## VAN DE AFDELING WETGEVING VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 9 juni 2005 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van drie koninklijke besluiten tot uitvoering van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten", heeft op 5 juli 2005 het volgende advies gegeven :

## STREKKING EN RECHTSGROND VAN HET ONTWERP

1. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit streeft in essentie twee doeleinden na.

In de eerste plaats worden in sommige koninklijke besluiten een aantal analoge bepalingen ingeschreven volgens welke de aanbestedende overheid die via elektronische middelen kosteloos toegang heeft tot de inlichtingen of documenten die haar toelaten om bepaalde gegevens betreffende de persoonlijke situatie en de bekwaamheid van de betrokken kandidaten of inschrijvers na te gaan, die kandidaten en inschrijvers ervan dient vrij te stellen om de desbetreffende inlichtingen of documenten mee te delen of voor te leggen (artikelen 1, 2, 4, 5, 8, 11, 14 en 16 van het ontwerp).

De overige artikelen van het ontwerp bevatten een partiële omzetting van richtlijn 2004/17/EG van het Europees Parlement en de Raad van 31 maart 2004 houdende coördinatie van de procedures voor het plaatsen van opdrachten in de sectoren water- en energievoorziening, vervoer en postdiensten (1). De omzetting van de voornoemde richtlijn leidde eerder al tot een wijziging van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, bij de programmawet van 9 juli 2004.

2. De ontworpen regeling heeft een gediversifieerde rechtsgrond die verschilt al naar gelang het te wijzigen koninklijk besluit.

Wat de wijzigingen betreft die het ontwerp beoogt aan te brengen in het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, vindt de ontworpen regeling rechtsgrond in artikel 1, § 1, tweede lid, van de wet van 24 december 1993, dat de Koning opdraagt om de inrichting vast te leggen van de in artikel 1, eerste lid, van de wet bedoelde gunningsprocedures, evenals de algemene uitvoeringsregels voor de overheidsopdrachten.

Wat de wijzigingen betreft die het ontwerp beoogt aan te brengen in het koninklijk besluit van 10 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en telecommunicatie, vindt de ontworpen regeling rechtsgrond in artikel 2, tweede lid, van dezelfde wet, dat de Koning opdraagt om de inrichting vast te leggen van de in artikel 2, eerste lid, van de wet bedoelde gunningsprocedures voor de zogeheten "bijzondere sectoren".

Wat de wijzigingen betreft die het ontwerp beoogt aan te brengen in het koninklijk besluit van 18 juni 1996 betreffende de mededinging in het raam van de Europese Gemeenschap van sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en telecommunicatie, vindt de ontworpen regeling rechtsgrond in artikel 59, § 1, van dezelfde wet, dat bepaalt dat de opdrachten, naar keuze van de aanbestedende dienst, worden gegund bij openbare of beperkte procedure of bij een onderhandelingsprocedure met naleving van de mededingingsvoorschriften vastgelegd door de Koning.

## ONDERZOEK VAN DE TEKST

## Voorafgaande opmerkingen

1. Het ontwerp beoogt drie koninklijke besluiten te wijzigen. De overzichtelijkheid van de regelgeving zou ermee zijn gebaat indien de wijzigingsbepalingen van eenzelfde koninklijk besluit telkens zouden worden ondergebracht in een afzonderlijk hoofdstuk, waaraan een hoofdstuk zou kunnen worden toegevoegd met daarin een aantal "Slotbepalingen", zijnde de artikelen 22 en 23 van het ontwerp.

2. Wetgevingstechnisch bestaat een wijzigingsbepaling in beginsel uit een inleidende zin en - typografisch daarvan duidelijk afgescheiden - de nieuwe bepaling. Diverse artikelen van het ontwerp (zie bijvoorbeeld de artikelen 1 en 8) zouden aan leesbaarheid winnen indien dit wetgevingstechnische voorschrift naar behoren zou worden nageleefd.

## Préambule

1. Compte tenu de l'observation relative au fondement juridique du règlement en projet, il conviendrait de rédiger le premier alinéa du préambule du projet comme suit :

« Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment les articles 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2, alinéa 2, et 59, § 1<sup>er</sup>, remplacé par l'arrêté royal du 18 juin 1996; ».

2. Dans le deuxième, le troisième et le quatrième alinéa du préambule, mieux vaudrait faire chaque fois mention de manière spécifique des articles que le projet tend à modifier, ainsi que des textes modificatifs encore en vigueur qui portent sur ces articles. A cet égard, on se reportera aux observations formulées sur les différentes dispositions du projet.

Article 1<sup>er</sup>

1. Il conviendrait d'écrire à la fin de la phrase liminaire de l'article 1<sup>er</sup> du projet : "... aux concessions de travaux publics, remplacé par l'arrêté royal du 25 mars 1999, est complété par un § 4, rédigé comme suit :".

2. Dans le texte néerlandais de l'article 20, § 4, en projet, de l'arrêté royal du 8 janvier 1996, on écrira "... kosteloos toegang heeft tot de inlichtingen of documenten die haar toelaten, binnen de grenzen...", plutôt que "... kosteloos toegang heeft tot de inlichtingen of documenten dewelke haar toelaat, binnen de grenzen..." (2).

3. Un texte normatif ne comporte en principe pas de mot tel que "devoir", dès lors que l'obligation est inhérente à la règle même. On écrira dès lors dans l'article 20, § 4, en projet, de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 "... dispense ces derniers de..." au lieu de "... doit dispenser ces derniers de...". S'il y a lieu, il faudra adapter en d'autres endroits le texte du projet dans le même sens.

4. Plutôt que de faire mention de "la présentation" de "renseignements ou documents", il paraît préférable d'écrire dans l'article 20, § 4, en projet, de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 "... la communication de renseignements ou la présentation de documents".

5. Par souci d'uniformité terminologique, il faut remplacer dans le texte français de l'article 20, § 4, en projet, de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 le mot "informations" par le mot "renseignements".

## Article 2

1. Dans la phrase liminaire de l'article 2 du projet, il y a lieu de mentionner l'arrêté royal du 25 mars 1999 qui a remplacé l'article en question.

2. En ce qui concerne l'article 46, § 4, en projet, de l'arrêté royal du 8 janvier 1996, on se reportera aux observations 2 à 5 relatives à l'article 1<sup>er</sup> du projet.

## Article 4

1. Dans la phrase liminaire de l'article 4 du projet, il faut indiquer l'arrêté royal du 25 mars 1999 ayant remplacé la disposition en question.

2. La disposition en projet constitue un nouveau paragraphe 5 et non un paragraphe 4 de l'article 72 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996, cet article comportant déjà un paragraphe 4.

3. En ce qui concerne l'article 72, § 4 (lire : l'article 72, § 5), en projet, de l'arrêté royal du 8 janvier 1996, on se reportera aux observations 2 à 5 relatives à l'article 1<sup>er</sup> du projet.

## Article 5

1. On rédigera le début de l'article 5 du projet comme suit : "Dans l'article 90, § 4bis, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 22 avril 2002, l'alinéa...".

2. Dans le texte néerlandais, il conviendrait de remplacer le mot "bijgevoegd" par le mot "ingevoegd".

3. A la fin de la disposition en projet, il faut adapter la référence à "l'article 72, § 4", compte tenu de l'observation 2 relative à l'article 4 du projet.

## Article 6

A l'article 6, il y a lieu de remplacer les mots "le titre" par les mots "l'intitulé".

## Article 7

A l'article 7, on mentionnera les arrêtés ministériels modificatifs des 4 décembre 2001 et 17 décembre 2003.

## Aanhef

1. Rekening houdende met wat is opgemerkt omtrent de rechtsgrond van de ontworpen regeling, redigere men het eerste lid van de aanhef van het ontwerp als volgt :

« Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikelen 1, § 1, tweede lid, 2, tweede lid, en 59, § 1, vervangen bij het koninklijk besluit van 18 juni 1996; ».

2. In het tweede, het derde en het vierde lid van de aanhef wordt telkens beter specifiek verwezen naar de artikelen waarvan het ontwerp de wijziging beoogt, met vermelding van de nog van kracht zijnde wijzigende teksten die op die artikelen betrekking hebben. In dat verband mag worden verwezen naar de opmerkingen bij de onderscheiden bepalingen van het ontwerp.

## Artikel 1

1. Men schrijve op het einde van de inleidende zin van artikel 1 van het ontwerp "... en de concessies voor openbare werken, vervangen bij het koninklijk besluit van 25 maart 1999, wordt aangevuld met een § 4, luidende :".

2. In de Nederlandse tekst van het ontworpen artikel 20, § 4, van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 schrijve men "... kosteloos toegang heeft tot de inlichtingen of documenten die haar toelaten, binnen de grenzen... » , in plaats van "... kosteloos toegang heeft tot de inlichtingen of documenten dewelke haar toelaat, binnen de grenzen... » (2).

3. In een normatieve tekst worden in beginsel geen woorden als "moeten" of "dienen te" gebruikt, omdat de verplichting reeds voortvloeit uit de aard van de regelgeving zelf. Men schrijve derhalve in het ontworpen artikel 20, § 4, van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 "... stelt laatstgenoemden ervan vrij de..." in plaats van "... moet laatstgenoemden ervan vrijstellen de...". Waar nodig dient de tekst van het ontwerp op nog andere plaatsen in gelijkaardige zin te worden aangepast.

4. In plaats van melding te maken van het "voorleggen" van "inlichtingen en documenten", lijkt in het ontworpen artikel 20, § 4, van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 beter te worden geschreven "... inlichtingen mee te delen of documenten voor te leggen".

5. Ter wille van de terminologische eenvormigheid moet in de Franse tekst van het ontworpen artikel 20, § 4, van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 het woord "informations" worden vervangen door het woord "renseignements".

## Artikel 2

1. In de inleidende zin van artikel 2 van het ontwerp moet melding worden gemaakt van het vervangende koninklijk besluit van 25 maart 1999.

2. Wat het ontworpen artikel 46, § 4, van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreft, kan worden verwezen naar de opmerkingen 2 tot 5 bij artikel 1 van het ontwerp.

## Artikel 4

1. In de inleidende zin van artikel 4 van het ontwerp moet melding worden gemaakt van het vervangende koninklijk besluit van 25 maart 1999.

2. De ontworpen bepaling vormt een nieuwe paragraaf 5, en niet een paragraaf 4 van artikel 72 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996, aangezien reeds een paragraaf 4 van dat artikel bestaat.

3. Wat het ontworpen artikel 72, § 4 (lees : artikel 72, § 5), van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreft, kan worden verwezen naar de opmerkingen 2 tot 5 bij artikel 1 van het ontwerp.

## Artikel 5

1. Men late artikel 5 van het ontwerp aanvangen als volgt : "In artikel 90, § 4bis, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 april 2002, wordt...".

2. Men vervange in de Nederlandse tekst het woord "bijgevoegd" door het woord "ingevoegd".

3. Op het einde van de ontworpen bepaling moet de verwijzing naar "artikel 72, § 4", worden aangepast, rekening houdende met opmerking 2 bij artikel 4 van het ontwerp.

## Artikel 6

In artikel 6 moeten de woorden "de titel" worden vervangen door de woorden "het opschrift".

## Artikel 7

Er moet in artikel 7 melding worden gemaakt van de wijzigende ministeriële besluiten van 4 december 2001 en 17 december 2003.

## Article 8

1. L'article 8 du projet commencera comme suit : "A l'article 17ter du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 25 mars 1999, il est inséré...".

2. En ce qui concerne l'article 17ter, § 3, en projet, de l'arrêté royal du 10 janvier 1996, il peut être renvoyé aux observations 2 à 5 formulées sous l'article 1<sup>er</sup> du projet.

## Article 10

La modification que l'article 10 du projet entend apporter à l'article 22, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 10 janvier 1996 n'est pas claire. Si elle est conforme à l'intention des auteurs du projet, la rédaction suivante est suggérée pour l'article 10 :

« L'article 22, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels des 4 décembre 2001 et 17 décembre 2003, est remplacé par la disposition suivante :

« Le montant des marchés publics de fournitures visés dans la présente section est de 473.800 euros hors taxe sur la valeur ajoutée. »

## Article 11

1. L'article 11 du projet commencera de la manière suivante : "L'article 39ter du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 25 mars 1999, est...".

2. En ce qui concerne l'article 39ter, alinéa 2, en projet de l'arrêté royal du 10 janvier 1996, il peut être renvoyé aux observations 2 à 5 formulées à propos de l'article 1<sup>er</sup> du projet.

En outre, il convient de relever que, dans le texte français de l'avant-dernière phrase de l'article 39ter, alinéa 2, en projet, les mots "les modalités de cette dispense" doivent être supprimés.

## Article 12

Le texte français de la disposition en projet énoncée à l'article 12 commencera comme suit : "d) les activités dans le secteur des services postaux...".

## Article 13

Si elle correspond à l'intention des auteurs du projet, la rédaction de l'article 13 peut être adaptée comme dans la proposition de texte faite sous l'article 10 du projet.

## Article 14

1. L'article 14 du projet commencera comme suit : "L'article 60ter du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 25 mars 1999, est...".

2. En ce qui concerne l'article 60ter, alinéa 2, en projet de l'arrêté royal du 10 janvier 1996, il peut être renvoyé aux observations 2 à 5 formulées à propos de l'article 1<sup>er</sup> du projet.

## Article 15

Le texte français de la disposition en projet énoncée à l'article 15 commencera comme suit : "d) les activités dans le secteur des services postaux...".

## Article 16

1. L'article 16 du projet commencera comme suit : "Dans l'article 78, § 4bis, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 22 avril 2002, l'alinéa...".

2. Dans le texte néerlandais, on remplacera le mot "bijgevoegd" par "ingevoegd".

## Article 17

Dans l'article 17 du projet, on écrira :

« Dans l'article 108, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 2000, les mots... sont remplacés par les mots «, des transports et des services postaux ».

## Article 18

A l'article 18, on mentionnera l'arrêté royal modificatif du 25 mars 1999.

## Article 19

A l'article 19, les mots "le titre" doivent être remplacés par les mots "l'intitulé".

## Article 20

1. L'article 20 du projet commencera comme suit : "Dans l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 17 mars 1999 et par l'arrêté ministériel du 4 décembre 2001, les mots...".

## Artikel 8

1. Men late artikel 8 van het ontwerp aanvangen als volgt : "In artikel 17ter van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 maart 1999, wordt...".

2. Wat het ontworpen artikel 17ter, § 3, van het koninklijk besluit van 10 januari 1996 betreft, kan worden verwezen naar de opmerkingen 2 tot 5 bij artikel 1 van het ontwerp.

## Artikel 10

De wijziging die artikel 10 van het ontwerp beoogt aan te brengen in artikel 22, § 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 10 januari 1996, is niet duidelijk. Indien zulks met de bedoeling van de stellers van het ontwerp overeenstemt, wordt voor artikel 10 de volgende redactie ter overweging gegeven :

« Artikel 22, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 4 december 2001 en 17 december 2003, wordt vervangen als volgt :

« Het bedrag van de overheidsopdrachten voor aanneming van leveringen, bedoeld in deze afdeling, is, zonder belasting over de toegevoegde waarde, 473.800 euro. »

## Artikel 11

1. Men late artikel 11 van het ontwerp aanvangen als volgt : "Artikel 39ter van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 maart 1999, wordt... ».

2. Wat het ontworpen artikel 39ter, tweede lid, van het koninklijk besluit van 10 januari 1996 betreft, kan worden verwezen naar de opmerkingen 2 tot 5 bij artikel 1 van het ontwerp.

Daarenboven moet worden opgemerkt dat, in de Franse tekst van de voorlaatste zin van het ontworpen artikel 39ter, tweede lid, de woorden "les modalités de cette dispense" moeten worden geschrapt.

## Artikel 12

Men late in artikel 12 de ontworpen bepaling in de Franse tekst aanvangen als volgt : "d) les activités dans le secteur des services postaux...".

## Artikel 13

Indien zulks met de bedoeling van de stellers van het ontwerp overeenstemt, kan de redactie van artikel 13 worden aangepast in de zin zoals aangegeven in het tekstvoorstel voor artikel 10 van het ontwerp.

## Artikel 14

1. Men late artikel 14 van het ontwerp aanvangen als volgt : "Artikel 60ter van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 maart 1999, wordt...".

2. Wat het ontworpen artikel 60ter, tweede lid, van het koninklijk besluit van 10 januari 1996 betreft, kan worden verwezen naar de opmerkingen 2 tot 5 bij artikel 1 van het ontwerp.

## Artikel 15

Men late in artikel 15 de ontworpen bepaling in de Franse tekst aanvangen als volgt : "d) les activités dans le secteur des services postaux...".

## Artikel 16

1. Men late artikel 16 van het ontwerp aanvangen als volgt : "In artikel 78, § 4bis, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 april 2002, wordt...".

2. Men vervange in de Nederlandse tekst het woord "bijgevoegd" door het woord "ingevoegd".

## Artikel 17

Men schrijve in artikel 17 van het ontwerp :

« In artikel 108, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000, worden de woorden... vervangen door de woorden «, vervoer en postdiensten ».

## Artikel 18

Men vermeld in artikel 18 het wijzigende koninklijk besluit van 25 maart 1999.

## Artikel 19

In artikel 19 moeten de woorden "de titel" worden vervangen door de woorden "het opschrift".

## Artikel 20

1. Men late artikel 20 van het ontwerp aanvangen als volgt : "In artikel 2, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 maart 1999 en bij het ministerieel besluit van 4 december 2001, vervallen de woorden...".

2. Les mots à supprimer à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 18 juin 1996 diffèrent dans les textes français et néerlandais. La disposition modificative concernée devra dès lors être réexaminée.

#### Article 21

1. Dans la phrase liminaire de l'article 21 du projet, il convient d'indiquer que l'annexe concernée a été remplacée par l'arrêté royal du 17 mars 1999.

2. En ce qui concerne la modification visée à l'article 21, 1° (et non : l'article 21, 1.), du projet, il convient de relever que le mot à remplacer, "télécommunications", n'apparaît pas tel quel au point 4 concerné. C'est l'expression "secteur des télécommunications" qui, en revanche, y est utilisée.

#### Article 22

Dans le texte français de l'article 22, alinéa 1<sup>er</sup>, du projet, on écrira "de sa publication" au lieu de "de leur publication".

#### Article 23

Dans le texte néerlandais de l'article 23 du projet, on écrira "... zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit" au lieu de "... worden belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit".

La chambre était composée de :

MM.

M. Van Damme, président de chambre;

J. Baert, J. Smets, conseillers d'Etat;

A. Spruyt, M. Rigaux, assesseurs de la section de législation;

Mme A. Beckers, greffier.

Le rapport a été présenté par M. P. Depuydt, premier auditeur.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. M. Van Damme.

Le greffier,

A. Beckers.

Le président,

M. Van Damme.

(1) La transposition concerne principalement les énonciations de l'article 6 de la directive.

(2) La proposition de texte considère que ce n'est pas l'accès gratuit comme tel mais les renseignements ou documents concernés qui permettent de vérifier la situation personnelle et la capacité des candidats ou des soumissionnaires.

### 20 JUILLET 2005. — Arrêté royal modifiant trois arrêtés royaux pris en exécution de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment les articles 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2, alinéa 2, et 59, § 1<sup>er</sup>, remplacé par l'arrêté royal du 18 juin 1996;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, notamment les articles 20, 46, 68, alinéa 6, 72 et 90, § 4bis, modifié par les arrêtés royaux des 25 mars 1999 et 22 avril 2002;

Vu l'arrêté royal du 10 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications, notamment les articles 1<sup>er</sup>, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 17ter, 21, 2°, 22, § 2, 39ter, 42, 2°, 43, § 2, 60ter et 78, modifié par les arrêtés royaux des 25 mars 1999, 20 juillet 2000 et 22 avril 2002 et, par les arrêtés ministériels des 4 décembre 2001 et 17 décembre 2003;

Vu l'arrêté royal du 18 juin 1996 relatif à la mise en concurrence dans le cadre de la Communauté européenne de certains marchés de travaux, de fournitures et de services, dans les secteurs de l'eau, de

2. De in artikel 2, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 18 juni 1996 te schrappen woorden verschillen in de Nederlandse en de Franse tekst. De betrokken wijzigingsbepaling dient derhalve aan een bijkomend onderzoek te worden onderworpen.

#### Artikel 21

1. In de inleidende zin van artikel 21 van het ontwerp moet worden vermeld dat de betrokken bijlage werd vervangen bij het koninklijk besluit van 17 maart 1999.

2. Wat de wijziging betreft, bedoeld in artikel 21, 1° (niet : artikel 21, 1.), van het ontwerp, moet worden opgemerkt dat het te vervangen woord "telecommunicatie" als zodanig niet voorkomt onder het betrokken punt 4. Wel wordt de term "telecommunicatiesector" gebruikt.

#### Artikel 22

In de Franse tekst van artikel 22, eerste lid, van het ontwerp schrijven men "de sa publication" in plaats van "de leur publication".

#### Artikel 23

In de Nederlandse tekst van artikel 23 van het ontwerp schrijven men "... zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit" in plaats van "... worden belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit".

De kamer was samengesteld uit :

De heren

M. Van Damme, kamervoorzitter;

J. Baert, J. Smets, staatsraden;

A. Spruyt, M. Rigaux, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. A. Beckers, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer P. Depuydt, eerste auditeur.

De griffier,

A. Beckers.

De voorzitter,

M. Van Damme.

(1) De omzetting betreft in hoofdzaak het bepaalde in artikel 6 van de richtlijn.

(2) In het tekstvoorstel wordt ervan uitgegaan dat niet de kosteloze toegang als zodanig, maar wel de betrokken inlichtingen of documenten toelaten om de persoonlijke situatie en de bekwaamheid van de kandidaten of inschrijvers na te gaan.

### 20 JULI 2005. — Koninklijk besluit tot wijziging van drie koninklijke besluiten tot uitvoering van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op de artikels 1, § 1, tweede lid, 2, tweede lid, en 59, § 1, vervangen bij het koninklijk besluit van 18 juni 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, inzonderheid op de artikels 20, 46, 68, zesde lid, 72 en 90, § 4bis, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 maart 1999 en 22 april 2002;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en telecommunicatie, inzonderheid op de artikels 1, § 2, eerste lid, 17ter, 21, 2°, 22, § 2, 39ter, 42, 2°, 43, § 2, 60ter en 78, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 25 maart 1999, 20 juli 2000 en 22 april 2002 en bij de ministeriële besluiten van 4 december 2001 en 17 december 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 juni 1996 betreffende de mededinging in het raam van de Europese Gemeenschap van sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de

l'énergie, des transports et des télécommunications, notamment l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, modifié par l'arrêté royal du 17 mars 1999 et 22 avril 2002, par l'arrêté ministériel du 4 décembre 2001;

Vu l'avis de la Commission des marchés publics, donné le 11 avril 2005;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 mai 2005;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 38.562/1 donné le 5 juillet 2005, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de Notre Secrétaire d'Etat à la Simplification administrative et de l'avis des Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 20 de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, remplacé par l'arrêté royal du 25 mars 1999, est complété par un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Le pouvoir adjudicateur qui a accès gratuitement par des moyens électroniques à des renseignements ou des documents lui permettant, dans les limites des articles 17 à 19 et des §§ 1<sup>er</sup> et 2 du présent article, de vérifier la situation personnelle et la capacité de candidats ou de soumissionnaires, dispense ces derniers de la communication desdits renseignements ou de la présentation desdits documents. Le pouvoir adjudicateur mentionne les renseignements ou documents qu'il va réclamer par voie électronique dans l'avis de marché ou, le cas échéant, dans le cahier spécial des charges. Il procède lui-même à la demande de ces renseignements ou documents et en consigne les résultats dans les documents du marché. »

**Art. 2.** L'article 46 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 25 mars 1999, est complété par un § 4 rédigé comme suit :

« § 4. Le pouvoir adjudicateur qui a accès gratuitement par des moyens électroniques à des renseignements ou des documents lui permettant, dans les limites des articles 43 à 45 et des §§ 1<sup>er</sup> et 2 du présent article, de vérifier la situation personnelle et la capacité de candidats ou de soumissionnaires, dispense ces derniers de la communication desdits renseignements ou de la présentation desdits documents. Le pouvoir adjudicateur mentionne les renseignements ou documents qu'il va réclamer par voie électronique dans l'avis de marché ou, le cas échéant, dans le cahier spécial des charges. Il procède lui-même à la demande de ces renseignements ou documents et en consigne les résultats dans les documents du marché. »

**Art. 3.** Dans l'article 68, alinéa 6, du même arrêté, les mots "alinéas 3 et 4" sont remplacés par les mots "alinéas 4 et 5".

**Art. 4.** L'article 72 du même arrêté, remplacé par l'arrêté royal du 25 mars 1999, est complété par un § 5, rédigé comme suit :

« § 5. Le pouvoir adjudicateur qui a accès gratuitement par des moyens électroniques à des renseignements ou des documents lui permettant, dans les limites des articles 69 à 73, de vérifier la situation personnelle et la capacité de candidats ou de soumissionnaires, dispense ces derniers de la communication desdits renseignements ou de la présentation desdits documents. Le pouvoir adjudicateur mentionne les renseignements ou les documents qu'il va réclamer par voie électronique dans l'avis de marché ou, le cas échéant, dans le cahier spécial des charges. Il procède lui-même à la demande de ces renseignements ou documents et en consigne les résultats dans les documents du marché. »

**Art. 5.** Dans l'article 90, § 4bis, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 22 avril 2002, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« La production de cette attestation n'est pas non plus requise lorsque le pouvoir adjudicateur en a dispensé le soumissionnaire conformément aux articles 20, § 4, 46, § 4, et 72, § 5. »

sectoren water, energie, vervoer en telecommunicatie, inzonderheid op artikel 2, eerste lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 maart 1999 en bij het ministerieel besluit van 4 december 2001;

Gelet op het advies van de Commissie voor de overheidsopdrachten, gegeven op 11 april 2005;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 mei 2005;

Gelet op het advies nr. 38.562/1 van de Raad van State, gegeven op 5 juli 2005, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Eerste Minister en Onze Staatssecretaris voor Administratieve Vereenvoudiging en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken*

**Artikel 1.** Artikel 20 van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, vervangen bij het koninklijk besluit van 25 maart 1999, wordt aangevuld met een § 4, luidende :

« § 4. De aanbestedende overheid die via elektronische middelen kosteloos toegang heeft tot de inlichtingen of documenten die haar toelaten, binnen de grenzen van de artikelen 17 tot 19 en de §§ 1 en 2 van dit artikel, de persoonlijke situatie en de bekwaamheid van de betrokken kandidaten of inschrijvers na te gaan, stelt laatstgenoemden ervan vrij de in die artikelen bedoelde inlichtingen mee te delen of documenten voor te leggen. De aanbestedende overheid vermeldt in de aankondiging van de opdracht of in voorkomend geval in het bestek de inlichtingen of documenten welke ze via elektronische weg zal opvragen. Zij dient zelf deze inlichtingen of documenten op te vragen en de resultaten ervan in de documenten van de opdracht te bewaren. »

**Art. 2.** Artikel 46 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 25 maart 1999, wordt aangevuld met een § 4, luidende :

« § 4. De aanbestedende overheid die via elektronische middelen kosteloos toegang heeft tot de inlichtingen of documenten die haar toelaten, binnen de grenzen van de artikelen 43 tot 45 en de §§ 1 en 2 van dit artikel, de persoonlijke situatie en de bekwaamheid van de betrokken kandidaten of inschrijvers na te gaan, stelt laatstgenoemden ervan vrij de in die artikelen bedoelde inlichtingen mee te delen of documenten voor te leggen. De aanbestedende overheid vermeldt in de aankondiging van de opdracht of in voorkomend geval in het bestek de inlichtingen of documenten welke ze via elektronische weg zal opvragen. Zij dient zelf deze inlichtingen of documenten op te vragen en de resultaten ervan in de documenten van de opdracht te bewaren. »

**Art. 3.** In artikel 68, zesde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "leden 3 en 4" vervangen door de woorden "leden 4 en 5".

**Art. 4.** Artikel 72 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 25 maart 1999, wordt aangevuld met een § 5, luidende :

« § 5. De aanbestedende overheid die via elektronische middelen kosteloos toegang heeft tot de inlichtingen of documenten die haar toelaten, binnen de grenzen van de artikelen 69 tot 73, de persoonlijke situatie en de bekwaamheid van de betrokken kandidaten of inschrijvers na te gaan, stelt laatstgenoemden ervan vrij de in die artikelen bedoelde inlichtingen mee te delen of documenten voor te leggen. De aanbestedende overheid vermeldt in de aankondiging van de opdracht of in voorkomend geval in het bestek de inlichtingen of documenten welke ze via elektronische weg zal opvragen. Zij dient zelf deze inlichtingen of documenten op te vragen en de resultaten ervan in de documenten van de opdracht te bewaren. »

**Art. 5.** In artikel 90, § 4bis, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 april 2002, wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« Bedoeld attest moet ook niet worden voorgelegd wanneer de aanbestedende overheid de inschrijver daarvan heeft vrijgesteld overeenkomstig de artikelen 20, § 4, 46, § 4, en 72, § 5. »



CHAPITRE II. — Arrêté royal du 10 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications

**Art. 6.** Dans le titre de l'arrêté royal du 10 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications, le mot "télécommunications" est remplacé par les mots "services postaux".

**Art. 7.** A l'article 1<sup>er</sup>, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels des 4 décembre 2001 et 17 décembre 2003, les mots "des télécommunications" sont supprimés.

**Art. 8.** A l'article 17<sup>ter</sup> du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 25 mars 1999, il est inséré un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. Le pouvoir adjudicateur qui a accès gratuitement par des moyens électroniques à des renseignements ou des documents lui permettant, dans les limites des articles 17 et 17<sup>bis</sup> et des §§ 1<sup>er</sup> et 2 du présent article, de vérifier la situation personnelle et la capacité de candidats ou de soumissionnaires, dispense ces derniers de la communication desdits renseignements ou de la présentation desdits documents. Le pouvoir adjudicateur mentionne les renseignements ou documents qu'il va réclamer par voie électronique dans l'avis de marché ou, le cas échéant, dans le cahier spécial des charges. Il procède lui-même à la demande de ces renseignements ou documents et en consigne les résultats dans les documents du marché. »

**Art. 9.** L'article 21, 2<sup>o</sup>, du même arrêté est complété comme suit :

« d) les activités dans le secteur des services postaux au sens de l'article 34 de la loi. »

**Art. 10.** Dans l'article 22, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels des 4 décembre 2001 et 17 décembre 2003, les points 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> sont remplacés par les mots "de 473.800 euros".

**Art. 11.** L'article 39<sup>ter</sup> du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 25 mars 1999, est complété par l'alinéa suivant :

« Le pouvoir adjudicateur qui a accès gratuitement par des moyens électroniques à des renseignements ou des documents lui permettant, dans les limites des articles 39 et 39<sup>bis</sup> et du premier alinéa du présent article, de vérifier la situation personnelle et la capacité de candidats ou de soumissionnaires, dispense ces derniers de la communication desdits renseignements ou de la présentation desdits documents. Le pouvoir adjudicateur mentionne les renseignements ou documents qu'il va réclamer par voie électronique dans l'avis de marché ou, le cas échéant, dans le cahier spécial des charges. Il procède lui-même à la demande de ces renseignements ou documents et en consigne les résultats dans les documents du marché. »

**Art. 12.** L'article 42, 2<sup>o</sup>, du même arrêté est complété comme suit :

« d) les activités dans le secteur des services postaux au sens de l'article 34 de la loi. »

**Art. 13.** Dans l'article 43, § 2, du même arrêté, modifié par les arrêtés ministériels des 4 décembre 2001 et 17 décembre 2003, les points 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> sont remplacés par les mots "de 473.800 euros".

**Art. 14.** L'article 60<sup>ter</sup> du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 25 mars 1999, est complété par l'alinéa suivant :

« Le pouvoir adjudicateur qui a accès gratuitement par des moyens électroniques à des renseignements ou documents lui permettant, dans les limites des articles 60 et 60<sup>bis</sup>, de l'alinéa 1<sup>er</sup> et 2 du présent article et de l'article 61, de vérifier la situation personnelle et la capacité de candidats ou de soumissionnaires, dispense ces derniers de la communication desdits renseignements ou de la présentation desdits documents. Le pouvoir adjudicateur mentionne les renseignements ou documents qu'il va réclamer par voie électronique dans l'avis de marché ou, le cas échéant, dans le cahier spécial des charges. Il procède lui-même à la demande de ces renseignements ou documents et en consigne les résultats dans les documents du marché. »

**Art. 15.** L'article 66, 2<sup>o</sup>, du même arrêté est complété comme suit :

« d) les activités dans le secteur des services postaux au sens de l'article 34 de la loi. »

**Art. 16.** Dans l'article 78, § 4<sup>bis</sup>, du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 22 avril 2002, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

HOOFDSTUK II. — Koninklijk besluit van 10 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en telecommunicatie

**Art. 6.** In het opschrift van het koninklijk besluit van 10 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en telecommunicatie, wordt het woord "telecommunicatie" vervangen door het woord "postdiensten".

**Art. 7.** In artikel 1, § 2, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 4 december 2001 en 17 december 2003, vervalt het woord "telecommunicatie".

**Art. 8.** In artikel 17<sup>ter</sup> van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 maart 1999, wordt een § 3 ingevoegd, luidende :

« § 3. De aanbestedende overheid die via elektronische middelen kosteloos toegang heeft tot de inlichtingen of documenten die haar toelaten, binnen de grenzen van de artikelen 17 en 17<sup>bis</sup> en de §§ 1 en 2 van dit artikel, de persoonlijke situatie en de bekwaamheid van de betrokken kandidaten of inschrijvers na te gaan, stelt laatstgenoemden ervan vrij de in die artikelen bedoelde inlichtingen mee te delen of documenten voor te leggen. De aanbestedende overheid vermeldt in de aankondiging van de opdracht of in voorkomend geval in het bestek de inlichtingen of documenten welke ze via elektronische weg zal opvragen. Zij dient zelf deze inlichtingen of documenten op te vragen en de resultaten ervan in de documenten van de opdracht te bewaren. »

**Art. 9.** Artikel 21, 2<sup>o</sup>, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« d) de activiteiten in de sector van de postdiensten in de zin van artikel 34 van de wet. »

**Art. 10.** In artikel 22, § 2, eerste lid van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 4 december 2001 en 17 december 2003, worden punten 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup> vervangen door de woorden "473.800 euro".

**Art. 11.** Artikel 39<sup>ter</sup> van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 maart 1999, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De aanbestedende overheid die via elektronische middelen kosteloos toegang heeft tot de inlichtingen of documenten die haar toelaten, binnen de grenzen van de artikelen 39 en 39<sup>bis</sup> en het eerste lid van dit artikel, de persoonlijke situatie en de bekwaamheid van de betrokken kandidaten of inschrijvers na te gaan, stelt laatstgenoemden ervan vrij de in die artikelen bedoelde inlichtingen mee te delen of documenten voor te leggen. De aanbestedende overheid vermeldt in de aankondiging van de opdracht of in voorkomend geval in het bestek de inlichtingen of documenten welke ze via elektronische weg zal opvragen. Zij dient zelf deze inlichtingen of documenten op te vragen en de resultaten ervan in de documenten van de opdracht te bewaren. »

**Art. 12.** Artikel 42, 2<sup>o</sup>, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« d) de activiteiten in de sector van de postdiensten in de zin van artikel 34 van de wet. »

**Art. 13.** In artikel 43, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 4 december 2001 en 17 december 2003, worden punten 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup> vervangen door de woorden "473.800 euro".

**Art. 14.** Artikel 60<sup>ter</sup> van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 25 maart 1999, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De aanbestedende overheid die via elektronische middelen kosteloos toegang heeft tot de inlichtingen of documenten die haar toelaten, binnen de grenzen van de artikelen 60 en 60<sup>bis</sup>, van het eerste en tweede lid van dit artikel en van artikel 61, de persoonlijke situatie en de bekwaamheid van de betrokken kandidaten of inschrijvers na te gaan, stelt laatstgenoemden ervan vrij de in die artikelen bedoelde inlichtingen mee te delen of documenten voor te leggen. De aanbestedende overheid vermeldt in de aankondiging van de opdracht of in voorkomend geval in het bestek de inlichtingen of documenten welke ze via elektronische weg zal opvragen. Zij dient zelf deze inlichtingen of documenten op te vragen en de resultaten ervan in de documenten van de opdracht te bewaren. »

**Art. 15.** Artikel 66, 2<sup>o</sup>, van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« d) de activiteiten in de sector van de postdiensten in de zin van artikel 34 van de wet. »

**Art. 16.** In artikel 78, § 4<sup>bis</sup>, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 22 april 2002, wordt tussen het eerste en het tweede lid het volgende lid ingevoegd :

« La production de cette attestation n'est pas non plus requise lorsque le pouvoir adjudicateur en a dispensé le soumissionnaire conformément aux articles 17<sup>ter</sup>, 39<sup>ter</sup> et 60<sup>ter</sup>. »

**Art. 17.** Dans l'article 108, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 20 juillet 2000, les mots "et des transports et de 200.000 euros dans le secteur des télécommunications" sont remplacés par les mots "des transports et des services postaux".

**Art. 18.** Dans l'annexe 1<sup>re</sup> du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 25 mars 1999, le point 2 est remplacé par la disposition suivante : "2. Secteur des services postaux - La Poste".

CHAPITRE III. — *Arrêté royal du 18 juin 1996 relatif à la mise en concurrence dans le cadre de la Communauté européenne de certains marchés de travaux, de fournitures et de services, dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications*

**Art. 19.** Dans le titre de l'arrêté royal du 18 juin 1996 relatif à la mise en concurrence dans le cadre de la Communauté européenne de certains marchés de travaux, de fournitures et de services, dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, des transports et des télécommunications, le mot "télécommunications" est remplacé par les mots "services postaux".

**Art. 20.** Dans l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 17 mars 1999 et par l'arrêté ministériel du 4 décembre 2001, les mots "dans les secteurs de l'eau, de l'énergie et des transports, et à 600.000 euros pour les marchés de fournitures et de services dans le secteur des télécommunications" sont supprimés.

**Art. 21.** Dans l'annexe 1<sup>re</sup> du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 17 mars 1999, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans la liste de personnes de droit privé bénéficiant de droits spéciaux ou exclusifs au sens de l'article 47 de la loi du 24 décembre 1993, au point 4, les mots "secteur des télécommunications" sont remplacés par les mots "secteur des services postaux";

2° dans la liste d'entreprises publiques au sens de l'article 26 de la loi du 24 décembre 1993, le point 2 est remplacé par la disposition suivante : "2. Secteur des services postaux - La Poste".

#### CHAPITRE IV. — *Entrée en vigueur*

**Art. 22.** Les articles 3, 6, 7, 9, 10, 12, 13, 15 et 17 à 21 du présent arrêté entrent en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Les articles 1<sup>er</sup>, 2, 4, 5, 8, 11, 14 et 16 du même arrêté entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2005. Les marchés publics publiés avant cette date ou pour lesquels, à défaut de publication d'un avis, l'invitation à remettre offre ou à présenter une candidature est lancée avant cette date, demeurent soumis aux dispositions réglementaires en vigueur au moment de l'avis ou de l'invitation.

**Art. 23.** Notre Premier Ministre et notre Secrétaire d'Etat à la Simplification administrative sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 juillet 2005.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
G. VERHOFSTADT

Le Secrétaire d'Etat à la Simplification administrative,  
V. VAN QUICKENBORNE

« Bedoeld attest moet ook niet worden voorgelegd wanneer de aanbestedende overheid de inschrijver daarvan heeft vrijgesteld overeenkomstig de artikelen 17<sup>ter</sup>, 39<sup>ter</sup> en 60<sup>ter</sup>. »

**Art. 17.** In artikel 108, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 juli 2000, worden de woorden "en vervoer en 200.000 euro in de sector telecommunicatie" vervangen door de woorden "vervoer en postdiensten".

**Art. 18.** In bijlage 1 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 maart 1999, wordt punt 2 vervangen door de volgende bepaling : "2. Sector van de postdiensten - De Post".

HOOFDSTUK III. — *Koninklijk besluit van 18 juni 1996 betreffende de mededinging in het raam van de Europese Gemeenschap van sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en telecommunicatie*

**Art. 19.** In het opschrift van het koninklijk besluit van 18 juni 1996 betreffende de mededinging in het raam van de Europese Gemeenschap van sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten in de sectoren water, energie, vervoer en telecommunicatie, wordt het woord "telecommunicatie" vervangen door het woord "postdiensten".

**Art. 20.** In artikel 2, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 maart 1999 en bij het ministerieel besluit van 4 december 2001, vervallen de woorden "in de sectoren water, energie, vervoer en 600.000 euro voor de opdrachten voor aanneming van leveringen en diensten in de sector telecommunicatie".

**Art. 21.** In bijlage 1 van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 17 maart 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de lijst van de privaatrechtelijke personen die bijzondere of uitsluitende rechten genieten in de zin van artikel 47 van de wet van 24 december 1993, in punt 4, wordt het woord "telecommunicatie" vervangen door het woord "postdiensten";

2° in de lijst van de overheidsbedrijven in de zin van artikel 26 van de wet van 24 december 1993, wordt punt 2 vervangen door de volgende bepaling : "2. Sector van de postdiensten - De Post".

#### HOOFDSTUK IV. — *Inwerkingtreding*

**Art. 22.** De artikels 3, 6, 7, 9, 10, 12, 13, 15 en 17 tot 21 van dit besluit treden in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

De artikels 1, 2, 4, 5, 8, 11, 14 en 16 van hetzelfde besluit treden in werking op 1 oktober 2005. De overheidsopdrachten gepubliceerd vóór deze datum of waarvoor, bij ontstentenis van een bekendmaking van aankondiging, vóór deze datum uitgenodigd wordt om een offerte in te dienen of zich kandidaat te stellen, blijven onderworpen aan de reglementaire bepalingen die gelden op het ogenblik van de aankondiging of van de uitnodiging.

**Art. 23.** Onze Eerste Minister en onze Staatssecretaris voor Administratieve Vereenvoudiging zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 juli 2005.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
G. VERHOFSTADT

De Staatssecretaris voor Administratieve Vereenvoudiging,  
V. VAN QUICKENBORNE